

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)



Bulletin intérieur
Prix : 2 francs

OUI à la première question
et à la seconde, **NON**

Les trotskystes et les élections prochaines

Nous voici devant une double consultation électorale: Conseil général et moins d'un mois après Plébiscite gouvernemental et élections à la Constituante. Cette débauche de bulletins de vote n'est pas sans créer quelque désarroi dont la bourgeoisie pense bien profiter pour pêcher en eau trouble. Le premier devoir de notre parti est donc de tenter d'introduire le maximum de clarté et, à son habitude, de dire la vérité aux travailleurs. Que doivent-ils penser des élections cantonales? Pour qui et pour quoi voter?

La première remarque que l'on peut faire est l'inopportunité de telles élections à la veille de la désignation de la Constituante. A quoi bon, en effet, faire élire les Conseils généraux, premier échelon du suffrage restreint de la réactionnaire Constitution de 1875 au moment où les masses populaires vont balayer cette Constitution elle-même?

Nous en voyons la raison dans le caractère bonapartiste du gouvernement. En effet, contraint par le mécontentement populaire de tenir après un an de tergiversations les promesses de Constituantes faites d'Alger et de Londres, celui-ci ne voit pas sans appréhension arriver l'échéance. Malgré un Plébiscite qui noie dans la confusion l'alternative d'une Constituante souveraine, malgré le sabotage de la représentation proportionnelle et les trafiquages scandaleux des circonscriptions électorales dont le socialiste Tixier se fait le complaisant exécutif, de Gaulle craint à juste titre une vigoureuse manifestation contre sa politique entièrement dévouée aux trusts et une poussée des masses vers les partis ouvriers accentuant la majorité que leur accordaient au printemps les élections municipales.

Il a cru trouver dans une élection préalable aux Conseils Généraux un palliatif à ce danger. Pourquoi? parce que dans ces élections les préoccupations locales, les questions de clocher obscurcissent à souhait les problèmes

politiques et que l'expérience du passé montre que les partis du centre, le radicalisme en particulier, y trouvaient le meilleur terrain pour leurs exploits. Il en espère également la compétition mesquine et la division entre PS et PCF. Mais surtout il veut, par des élections répétées, fatiguer la vigilance des travailleurs, détourner leur attention des problèmes angoissants du chômage et de la faim auxquels il n'apporte aucune solution; enfin lasser les classes moyennes par des parodies répétées de démocratie pour imputer ensuite aux libertés démocratiques la responsabilité du chaos et exiger un Pouvoir fort.

En même temps il se livre à une démagogie électorale à l'égard des paysans en relevant les taxes à la production. Une telle mesure s'imposait si elle s'était faite non au prix d'une aggravation de la misère pour les travailleurs des villes mais aux frais des parasites de toutes sortes, intermédiaires, mandataires, gros trafiquants affairés.

Rejeté par les villes, de Gaulle, comme Louis-Napoléon Bonaparte, cherche à se gagner les campagnes, à opposer l'ouvrier au paysan pour asséoir son pouvoir personnel. Pourquoi se gênerait-il avec ses ministres soliveaux, les « communistes » Tillon et Billoux, les « socialistes » Tixier, Tanguy-Prigent, Lacoste et Cie: aucun ne s'est désolidarisé publiquement, aucun ne le fera.

Troubler les consciences, fatiguer les travailleurs par l'abus d'une fausse démocratie, stimuler la compétition de leurs « chefs » pour l'assiette au beurre, opposer la campagne à la ville, tel est le but du gouvernement bonapartiste. Les directions socialistes et communistes se taisent honteusement là-dessus. Nous l'avions prévu: en refusant de rompre la coalition avec les capitalistes et de constituer un gouvernement ouvrier, ils permettent aux agents des trusts de saboter la Constituante.

POUR QUI ET POUR QUOI VOTER ?

La proximité des élections constituantes donne une importance exceptionnelle au vote du 23 septembre. Comment en faire une puissante manifestation populaire exprimant l'hostilité du pays au gouvernement des trusts?

Les travailleurs conscients savent que leur sort n'est pas réglé par le bulletin de vote, plus particulièrement lorsqu'il s'agit de désigner des conseillers généraux. Mais ils savent aussi qu'ils doivent mettre à profit toutes les possibilités concédées par la démocratie bourgeoise pour se compter, faire la preuve de leur force et de leur nombre, constituer un FRONT UNIQUE DE CLASSE sur un PROGRAMME DE CLASSE.

C'est pourquoi ils se détournent avec dégoût des manœuvres des chefs communistes français et S. F. I. O. qui, sous les phrases doucereuses de l'unité organique, se livrent à une politique de division de la classe ouvrière et tentent de la mettre à nouveau à l'armoire d'« alliés » bourgeois, les uns s'ingéniant à faire renaître de ses cendres un parti radical couvert de boue et de sang, les autres se réfugiant dans les bras des bourgeois sociaux-impérialistes de l'U. S. D. R., tous ensemble s'inclinant devant la volonté de De Gaulle. A ce jeu-là les travailleurs perdent à tous les coups, le pouvoir personnel gagne à tous les coups. On veut refaire l'opération du Front Populaire dans lequel les partis ouvriers s'alignèrent sur le programme radical, trahissant les intérêts des travailleurs et des classes moyennes et brisant l'admirable mouvement de juin 36. En détournant ainsi les travailleurs de leurs objectifs de classe les blocards front populistes ont ouvert la route à Daladier le fic puis à Pétain-Gallifet. N'oublions pas que le mot d'ordre de « l'Humanité » en 35-36 était « Daladier au pouvoir ». Demain ce sera « Herriot au pouvoir ». Mais jamais ces habiles stratèges n'auraient assez de perspicacité pour comprendre que ce que veulent les masses, ce n'est pas Herriot, ni Plevin, ni de Gaulle, mais le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et la C. G. T. au pouvoir, prenant la totalité du pouvoir pour réaliser leur programme, la totalité du programme de nationalisation dont ils se réclament uniquement dans les discours et les textes! Pourquoi cette perpétuelle dérobade. Stupidité ou peur du peuple? Peur du soutien actif que les masses accorderaient sans marchander à un tel gouvernement pour agir sans faiblesse contre les privilèges des capitalistes!

C'est un ordre impérieux qui doit se dégager des élections cantonales et constituantes. PRENEZ LE POUVOIR ET TOUT LE POUVOIR, redirez des millions d'électeurs aux socialistes et aux communistes français. Nous vous donnons la majorité dans toutes les assemblées, ce n'est pas pour que vous repreniez la politique de ceux que nous avons chassés. C'est pour que vous appliquiez votre programme! Voilà ce que diront par

millions les ouvriers et les paysans de France en votant massivement pour les candidats ouvriers.

Bien des travailleurs seront dans l'embarras. « Voter pour un candidat ouvrier? Bien sûr! diront-ils, mais lequel? » Et l'on comprend leur hésitation lorsque l'on examine d'un peu près la politique des deux grands partis qui rivalisent dans le reniement de leur programme et dans la platitude devant De Gaulle.

Aussi nous leur disons: 1° Si notre parti présente un candidat dans votre circonscription, VOTEZ POUR LE CANDIDAT TROTSKYSTE (P. C. I.). Quel qu'il soit, vous pouvez lui donner votre confiance: C'est sûrement un militant entièrement dévoué à sa classe, courageux, qui lutte pour appliquer le programme cohérent indispensable à la sauvegarde des libertés et au salut des masses laborieuses. Lui seul et son parti luttent réellement pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, ce qui, après les coups de la terreur nazie et vichyssoise, lui vaut la haine de la police de De Gaulle, de la bourgeoisie réactionnaire et des chefs traités à la classe ouvrière.

Lui seul n'a pas renié le communisme et la lutte pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

2° Si notre parti ne présente pas de candidat dans votre circonscription: Votez pour le candidat ouvrier qui, aux élections municipales, n'a pas fait bloc avec des candidats bourgeois.

Si, et c'est trop souvent le cas, tous les candidats ouvriers se sont compromis dans des alliances contre nature, votez de préférence pour celui qui prend position pour une Constituante Souveraine, c'est-à-dire qui répond OUI à la 1^{re} question, NON à la 2^e question du référendum.

3° Au 2^e tour imposez le désistement en faveur du candidat OUVRIER qui se trouve en tête. Les trotskystes appliqueront strictement cette discipline prolétarienne.

Ainsi vous manifesterez votre conscience de classe, votre volonté d'en finir avec la politique traître de la collaboration avec les capitalistes, vous ordonnerez aux partis ouvriers: Socialistes, Communistes français: prenez le pouvoir, tout le pouvoir.

« LA VERITE »

Permanence du P. C. I.
19, rue Daguerre, 19
Paris-XIV^e

Métro : DENFERT-ROCHEREAU

Permanence tous les après-midi et le dimanche matin de 9 à 12 h.

C. C. POSTAL 4825-72 PARIS

Marty explique le massacre de 50 millions d'hommes

LETTRE OUVERTE D'ANDRÉ MARTY A M. BLUM

Automne 1939. L'alliance germano-russe a surpris le Parti Communiste français en pleine euphorie d'Union Sacrée. La bourgeoisie déchaîne sa répression brutale contre les militants communistes « agents de l'Allemagne ». Ce ne sera, dans la politique de collaboration de classe du P. C. F. qu'un court intermède provoqué par un nouveau zig-zag de la diplomatie de Staline. Mais pour quelques mois Marty redevint le glorieux mutin de la Mer Noire et stigmatise dans des pages vengeresses la monstrueuse guerre impérialiste qui commence.

Aujourd'hui la guerre est finie. Elle a tué 50 millions de travailleurs de toutes nationalités et de toutes couleurs... « L'Humanité » est depuis 4 ans le journal le plus chauvin de France. De larges extraits de cette lettre qui motiva le retrait à André Marty de la nationalité française jugent prophétiquement cette politique comme elle le mérite.

Monsieur le Conseiller d'Etat,

Vous voici donc satisfait. Après l'interdiction de l'« Humanité » et de la presse communiste, le Parti communiste est dissous et ses membres traqués. Vous avez bien défendu les intérêts du capital financier...

Vous escomptiez scissionner notre Parti. En vain: l'ensemble de notre Parti est resté ferme.

Les centaines d'arrestations opérées depuis un mois pour appuyer vos efforts n'ont rien changé. Seuls, quelques pauvres hères sont revenus à leur mangeoire contre-révolutionnaire.

Alors, devant la faillite de vos appels et sommations, sous la préparation d'artillerie de votre infâme campagne, Daladier a dissous le Parti communiste de France; ses militants sont traqués.

Et aujourd'hui vous osez écrire dans le « Populaire » que vous n'avez pas voulu ça. Allons donc!

L'« Humanité » fut alors interdite. Quelques jours après éclatait la guerre et la classe ouvrière n'avait pas son journal à un moment où il était plus nécessaire que jamais.

Car l'« Humanité » eut dénoncé aux masses comment venait la guerre. Elle en eut dénoncé le caractère impérialiste, anti-ouvrier, contre-révolutionnaire...

Il est donc acquis que l'actuelle guerre européenne est une guerre provoquée par deux groupes impérialistes dont chacun veut dépouiller l'autre; par conséquent, les ouvriers, les paysans, les peuples n'ont rien à faire dans cette affaire. Ou plutôt ils ont à s'occuper non seulement pour y mettre fin, mais pour l'utiliser en vue de supprimer la cause des guerres, le système capitaliste.

Seulement, c'est cela qui vous gêne, Blum, en bon dirigeant social-démocrate que vous êtes. Et c'est pourquoi, comme en 1914, vous cherchez des arguments pour justifier la guerre de Chamberlain de la City et de Daladier des Banques.

Tout d'abord vous prétendez que la guerre actuelle a pour but de défendre l'indépendance de la Pologne!

L'indépendance de la Pologne? Quel toupet! Vous avez, vous, Blum, soutenu un gouvernement qui a noyé dans le sang le mouvement national d'indépendance des Druzes en 1925; vous avez, vous, Blum, soutenu un gouvernement qui, par le fer et le feu a réprimé l'insurrection des Rifains en

Après le Congrès radical...

Enterrons ces cadavres !

Quels sont ces pitres qui reparaisent à nouveau sur la scène politique? Daladier, l'emprisonneur de communistes, Herriot le bouffi, le grelottant, tous les barbus, adipeux, jaccassants vieillards de ce guignol lyonnais?

N'en a-t-on pas encore vu assez, de ces méprisables commis-voyageurs de la bourgeoisie? Ne connaissons-nous pas cet Edouard N° 1, celui des décrets-lois, celui qui a enterré les conquêtes de 1936, celui qui a mis la gauche hors la loi? Et cet autre qui, partisan des deux chambres, adversaire de tout socialisme, de tout ce qui pourrait menacer le ratelier où il mange, adhère au MURF parce qu'il a besoin des voix communistes pour passer à Lyon? Ce brave Herriot qui, membre d'un parti qui s'affirme partisan d'une « juste » protection du profit, opposé aux nationalisations vote pour le programme de nationalisations du CNR?

La classe ouvrière sait ce que représentent ces misérables fantômes. Elle sait aussi que c'est le gouvernement de Gaulle qui en favorise la réapparition. Si le congrès radical a pu se tenir, si le parti de ces professionnels de la trahison politique, de la coulisse parlementaire, de la manœuvre électorale, a pu se faire applaudir, c'est aussi parce qu'il a bénéficié de la complicité de stratèges tellement attachés à l'alliance avec une bourgeoisie libérale inexistante qu'ils déterrent les cadavres radicaux pour y enchaîner la classe ouvrière.

Camarades, faisons-les taire! Réalisons l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie! Marchons ensemble pour balayer les vieilles peaux et enterrer une fois pour toutes ces cadavres!

1926 (1). A votre double passage au pouvoir comme chef du gouvernement avez-vous donné la liberté — ou même le simple bulletin de vote — aux 60 millions d'Arabes (1), d'Indochinois (2), de Nègres, esclaves de l'Empire colonial français. Vous n'avez même pas libéré les 3.000 Indochinois (2) qui sont à Cayenne depuis 7 ans, pour avoir demandé du riz, des terres et les droits démocratiques de France.

Ce n'est donc pas vous qui pouvez vous poser en défenseur de l'indépendance d'un pays!

Et la Pologne qui vient de disparaître était-elle indépendante?

Vous savez bien, Blum, que cette Pologne réactionnaire fut constituée de pièces disjointes en 1918 par les impérialistes franco-anglais en accolant artificiellement divers pays et peuples. Cet Etat dominé par le capital anglais et français fut créé uniquement comme rempart et place forte de départ contre la Révolution prolétarienne, victorieuse en Russie.

Indépendance de la Pologne? Honneur de la France? dites-vous. Mais l'Espagne, Monsieur Blum? Qu'avez-vous fait de l'Espagne? Monsieur Blum, du grand et noble peuple de ce pays? Oui, qu'en avez-vous fait?

Ses gouvernements successifs étaient à direction socialiste.

Vous avez cependant appliqué à l'Espagne la politique dite de « non-intervention » ainsi hypocritement baptisée par vous...

Ce pays révolutionnaire vous l'avez tué (3). Et vous exigez la guerre du peuple français non pour sauver la Pologne, mais pour sauver les capitaux français et anglais investis en Pologne, dans les pétroles, les textiles, les transports, etc... Eh bien! cette guerre, Monsieur Blum, les ouvriers et les paysans français, le peuple de France n'en veulent pas.

Car aujourd'hui une réalité tragique est devant la classe ouvrière: une deuxième guerre impérialiste vient de s'abattre sur l'Europe avec tout son cortège de massacres, d'indicibles souffrances et de misères.

Or, vous savez bien que le Parti Communiste français est contre la guerre impérialiste et sa cause essentielle, le capitalisme. C'est pour cela que vous et les vôtres (socialistes d'Union sacrée) avez été à la tête de la lutte contre le parti communiste français, la seule force opposée à cette guerre. C'est pour cela que vous avez exigé sa dissolution, croyant ainsi que la bourgeoisie aura les mains libres pour mener cette guerre impérialiste, cette guerre injuste.

Pourquoi donc cette guerre est injuste? Pour y répondre il faut chercher non celui qui a commencé, mais quelles forces et quelles classes mènent la guerre et dans quel but? La réponse est facile.

Comme il y a vingt-cinq ans, chacun des gouvernements dissimule ses buts pour entraîner les peuples dans la guerre. En envahissant la Pologne, Hitler prétend lutter pour la libération de Dantzig et pour défendre l'Allemagne contre l'encerclement: le sort de la Tchécoslovaquie et celui de l'Autriche

(1) Depuis, l'aviation du communiste Tillon a bombardé les travailleurs du Constantinois en lutte pour leur émancipation.

(2) Le parti de Marty est aujourd'hui passé à la politique de Blum en ce qui concerne l'Indochine.

(3) La politique de non-intervention créée par Blum a été reprise par Staline à l'égard de la révolution grecque.

Libérez LAPOU !

Le camarade Lapoumeyroulie, ouvrier de la Lorraine, est encore « interné administrativement » selon les traditions de la LETTRE DE CACHET. Les lecteurs de la « Vérité » se souviennent que Lapou — comme l'appellent ses camarades de travail, — a été chassé de ses responsabilités syndicales, molesté et remis à trois reprises entre les mains de la police par des dirigeants staliniens transformés en mouchards, sur l'ordre express de Marty.

Acquitté par une commission d'enquête, il a été interné administrativement avec des fascistes et collaborateurs QUI METTENT SES JOURS EN DANGER.

Il est question de supprimer l'internement administratif. Quoi qu'il en soit, une mesure s'impose d'urgence, réclamée par 500 pétitionnaires de la Lorraine:

LIBÉREZ LAPOUMEYROULIE!

montrent le véritable but du nazisme. Mais, de leur côté, Daladier comme Chamberlain, qui assassinèrent l'Espagne et trahirent la Tchécoslovaquie, mentent aussi effrontément en déclarant qu'ils défendent la Pologne et qu'ils mènent une guerre « antifasciste ». La raison profonde de cette guerre est la suivante:

Trois Etats impérialistes — Angleterre, France, Etats-Unis — riches de sources essentielles de matières premières, d'immenses ressources économiques, financières et humaines conquises par la guerre, le pillage, et l'exploitation des travailleurs, entendent conserver et accroître ces immenses territoires et sources d'exploitation.

Mais trois autres Etats impérialistes — Allemagne, Italie, Japon — pauvres de ces richesses, veulent ravir au premier groupe les

(Suite p. 2, 5^e col.)

Après le 3^{ème} Congrès du P. S.

Faut-il prendre le parti d'une direction...

... ou trouver une direction pour le parti ?

Le dernier congrès du parti socialiste S. F. I. O. nous a donné le spectacle d'une direction habile, rompue aux exercices de présentation « dialectique » comme aux roueries de la combinaison électorale, mais aux prises quelquefois avec un certain nombre de militants sincères chez qui le « prestige » du chevrotant Léon Blum n'avait pas effacé toute conscience révolutionnaire.

Confit d'une politique de moins en moins socialiste, et de la sincérité de quelques souverains: certains ont protesté contre le remplacement de l'article 1^{er} de la déclaration de 1905, clair et net dans ses perspectives révolutionnaires, par le pâteux préambule de Léon Blum.

Confit d'une politique résolument anti-communiste, résolument chauvine, résolument anti-ouvrière, et de la volonté d'action de quelques militants.

Confit enfin d'une politique toute dévouée aux intérêts de la bourgeoisie, et de la probité de quelques socialistes qui n'acceptent pas d'enterrer la politique réactionnaire du gouvernement: certains ont exigé le retrait des ministres socialistes du gouvernement pour rompre une coalition indéfendable avec le capital et la réaction.

Ces trois conflits ont animé le congrès. Ils ont montré d'une part que la direction du parti socialiste n'ose plus se réclamer du matérialisme historique, enterrer le marxisme et la lutte de classes, refuse l'unité des organisations ouvrières, et donne sa bénédiction aux scandaleuses escroqueries électorales du Général De Gaulle (ce ne sont pas des démarches qui vont y changer quelque chose); mais ils ont montré aussi, d'autre part, que face à cette direction veule et au service de la bourgeoisie, existe encore dans le parti socialiste une aile gauche capable de protester, capable de manifester sa santé révolutionnaire.

C'est à celle-là que nous faisons appel: camarades socialistes, regardez se transformer votre parti socialiste en une organisation de petits bourgeois, coupée de la classe ouvrière, à cause de la politique réactionnaire de ses dirigeants; rappelez-vous Daniel Mayer inquiet et nerveux, s'évertuant à éviter que le congrès n'exige le retrait immédiat des ministres; songez aux péroraisons chauvines sur la responsabilité allemande et la paix de vengeance et de « protection »; regardez comment Léon Blum vous demande de voter: OUI partout, OUI à De Gaulle, OUI à la réaction, OUI à Diethelm, OUI à la D.G.E.R., OUI à Palewski, OUI au blocage des salaires, OUI à la montée des prix, OUI à la mort du parti socialiste en tant que parti ouvrier!

Camarades socialistes, réfléchissez! Répondez NON à tout cela! Réclamez avec nous et toutes les organisations ouvrières, l'Assemblée Constituante, unique et souveraine!

MAGNIN.

SIMPLE QUESTION

Les flics de M. Tixier ont arrêté huit de nos militants. Les juges de M. Teitzgen ont ouvert une instruction contre eux. La gendarmerie de l'Air de M. Tillon a montré des provocations contre notre parti. La D.G.E.R. de M. De Gaulle surveille notre activité. L'honnête M. Bossus, au Conseil Général de la Seine, a demandé l'interdiction du parti « Hitléro-Trotskyste » et le représentant de M. le Préfet de Police l'a approuvé. Un énorme battage avait été fait contre le parti révolutionnaire par ces piliers du régime bourgeois. Tant de ministres, de hauts fonctionnaires, d'exécutants et de sous-ordres mobilisés cela devrait donner un résultat! D'autant plus qu'il y avait des « preuves ».

Où sont les preuves? Où sont les témoins de l'accusation? Pourquoi a-t-on mis nos camarades en liberté provisoire? Est-ce pour étouffer l'affaire sans avouer que l'accusation était un faux? En attendant une réponse qui risque de tarder, il apparaît: 1° Que l'enquête est une manœuvre de classe (une fausse manœuvre!) pour déconsidérer le parti révolutionnaire; 2° Que les preuves sont des FAUX ignobles, de pures inventions des faussaires Tillon, Bossus et Compagnie que nous dénonçons comme tels devant la classe ouvrière et devant nos camarades du parti communiste français; 3° Que les témoins de l'accusation joignent à l'infamie la pire lâcheté et restent embusqués dans leurs bureaux de rédaction, dans leur assiette au beurre ou dans les bureaux de la préfecture de police. La grande provocation de classe contre les trotskystes se termine par une pitoyable débâcle. Mais nous ne laisserons pas tous ces beaux messieurs se retirer sur la pointe des pieds! Vous avez voulu faire le procès des trotskystes. Eh bien allez-y! Nous ne permettrons pas qu'on étouffe l'affaire. Il ne suffit pas de baver ses colonnines, il faut les justifier. Vite, le procès! Messieurs les calomnieurs, vous avez la parole!

LA BOMBE ATOMIQUE

Chacun a pu lire dans la presse ce qu'est la bombe atomique et quels sont ses terribles effets. Anéantir une population de 100.000 âmes avec deux kilos d'explosifs, voilà ce qui constitue le plafond que peut atteindre la civilisation du capitalisme pourrissant. De bonnes âmes s'émeuvent sans pour cela dénoncer le monstrueux régime qui engendre de telles monstruosités — et émettent l'idée que la bombe atomique rend les guerres « impossibles » et, par conséquent que nous connaîtrons la paix définitive. On a déjà entendu ça lors de la découverte des gaz de guerre... aussi probablement lorsqu'un Chinois inventa la poudre à canon, il y a quelques millénaires. Tant que le capitalisme restera debout il n'y aura pour l'humanité que souffrance et barbarie. Deux cent mille fusillés en France par Hitler en 4 ans ou deux cent mille Japonais assassinés en une minute par Truman, voilà la « civilisation » impérialiste! Seule la révolution prolétarienne peut sauver l'humanité de cette nuit sanglante.

SOLIDARITÉ POUR "LA VÉRITÉ"

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes Anonyme (33), Sam. (500), Char. (12), 1 h. de trav. Me 12-13 (26), 1 camarade shartmaniste (110), Soutien « Vérité » (1.000), Total (Fr. 1.681).

Salut au Camarade LANDAU !

En donnant des nouvelles de nos camarades victimes de la répression bourgeoise, la « Vérité » a omis de citer notre camarade Landau, de Clermont-Ferrand. Celui-ci, ouvrier chez Bergougnan, militant syndicaliste, responsable du mouvement syndical clandestin sous Vichy, a été arrêté après sa journée de travail par une « commission rogatoire » envoyée à Clermont. Détenu sans motif d'inculpation, il a partagé la détention des autres camarades à la Santé et a été mis en liberté provisoire avec eux. La répression bourgeoise qui le frappe le désigne aux travailleurs de Clermont-Ferrand comme un militant révolutionnaire courageux et entièrement dévoué à sa classe.

AU CONGRÈS de la Fédération des cheminots

Le premier Congrès de la Fédération des Cheminots depuis la « libération » s'est tenu à Paris les 5, 6 et 7 août dernier. Ce Congrès aurait pu avoir une importance décisive, tant pour les cheminots que pour l'ensemble de la classe ouvrière. Il aurait dû, il aurait pu devenir le point de départ d'une lutte effective contre les trusts, pour la reprise économique. Dans la S.N.C.F., Société soi-disant nationalisée, les administrateurs des grandes Compagnies sont toujours au Conseil d'administration, et touchent toujours, depuis la convention signée par le Gouvernement du Front Populaire en 1936, 6 % de dividende, quels que soient les bénéfices (néant depuis longtemps), où les pertes se chiffrent à plusieurs dizaines de milliards. Les trusts agissent ici en maître et ont imposé un ministre qui est des leurs : M. René Mayer, de la Banque Rothschild, administrateur du réseau du Nord et de maintes autres sociétés, conseiller du gouvernement Laval en 1935 et évidemment membre du parti Radical. Dans les différents numéros de la « Tribune des Cheminots », organe de la Fédération, les dirigeants fédéraux ont poussé plusieurs fois des cris d'alarme, protestant contre les revendications non satisfaites (un cheminot gagne à peine 3.000 francs par mois à l'échelle la plus basse), le sabotage de l'épuration et de la reprise économique. Le Bureau fédéral avant le Congrès avait présenté un rapport d'activité préconisant les 54 heures. Pour les dirigeants fédéraux les 54 heures sont la panacée universelle, qui permettrait la satisfaction des revendications et l'éviction des trusts. Comment? Le rapport fédéral n'en dit rien. Les cheminots veulent produire, mais ils ont compris que les 54 heures avec les trusts possédant entre leurs mains les leviers de commande de la S. N. C. F. il n'y aura ni reprise des chemins de fer, ni revendications satisfaites. Malgré le vote « unanime » à quelques exceptions près, les cheminots sont contre les 54 heures parce qu'ils savent que c'est une solution paresseuse, ne résolvant aucun des problèmes de production. Dans les différents congrès des unions, un nombre important de syndicats ont voté contre les 54 heures, et au Congrès fédéral, les délégués du Syndicat de Vernouillet, aux applaudissements d'une partie de l'assistance, a défendu ce point de vue répondant aux aspirations de la masse des cheminots. Notons en passant l'intervention pleine de platitudes du délégué de Paris Rive-droite: Lütgen — « toujours d'accord » peut-être bien parce que son activité a été des plus restreintes pendant l'occupation et au cours de la grève générale du 10 août 1944. Mais ce qui démontre le mieux que la position du Bureau fédéral n'est pas conforme à la pensée des cheminots, c'est que le syndicat Paris-Ouest Rive-droite avait, sur l'initiative de Lütgen, adopté avec réserves le rapport fédéral. Pour bien marquer le caractère de sa politique le Bureau fédéral ne

PAROLE DE BOURGEOIS !

Les inscrits maritimes de Bordeaux ne pouvant obtenir le réajustement de leurs salaires se mirent en grève. Le 3^e jour du mouvement, un compromis semblait être intervenu, la reprise du travail fut décidée, les marins ne voulant en aucun cas être considérés comme responsables du retard du déchargement des marchandises des Libertys Ships attendus par toute la population. Chaque marin reçut 2.000 francs. Mais ils apprirent bientôt avec stupeur que ces 2.000 fr. étaient une avance qui, par la suite, serait retenue sur leurs salaires! Ainsi les travailleurs apprennent chaque jour ce que valent les promesses de la bourgeoisie.

Défense de la libération indochinoise !

La presse française se distingue. Issue de la Résistance ou non, ou bien elle se tait comme les deux grands quotidiens ouvriers Le Populaire et l'Humanité, ou bien elle défend avec une touchante bonne volonté le point de vue des banques, de la bourgeoisie, de l'impérialisme français. Il s'agit des événements d'Indochine. La Vérité sera peut-être le seul journal à dire la vérité. Tant pis pour nos chers confrères. Voici ce que nous savons, ce que les travailleurs de ce pays ont le droit de savoir. L'Indochine est en train de se libérer, nationalement et socialement. Au moment où l'impérialisme japonais vaincu se prépare à capituler, ou les armées anglaises se préparent à accomplir la mission qui lui a été confiée par un accord entre Alliés: l'occupation du sud de l'Indochine, le peuple d'Indochine exprime sa volonté par des manifestations monstres. A Saigon, on signale un million de manifestants qui chantent l'hymne national de l'Annam et « l'Internationale ». A Hanoi également de grandes manifestations. Coolies des villes et paysans veulent d'abord le droit à disposer d'eux-mêmes, ils veulent en finir avec toutes les occupations, toutes les exploitations impérialistes. Déjà un gouvernement national et révolutionnaire s'est constitué à Saigon. Nous savons seulement qu'il proclame comme son programme la lutte contre tous les impérialistes et qu'il dénonce — à la radio de Saigon — le projet du gouvernement français comme destiné à maintenir l'oppression impérialiste française. Il procède à la levée d'une armée nationale pour laquelle il a réquisitionné les casernes. Devant l'ampleur du mouvement, l'empereur d'Annam, Bao Dai, fantoche dont les ficelles ont été manœuvrées par l'occupant français puis japonais, et contraint d'abdiquer. Des officiers français envoyés là-bas ont été proprement mis sous les verrous. On est sans nouvelles de la commission militaire anglaise qui devait être envoyée à Saigon. Peut-être hésite-t-elle à partir. Tels sont les faits connus à ce jour. On ne connaît exactement ni la composition du gouvernement indochinois, ni le caractère politique exact du mouvement Viet-Nam qui y exerce, paraît-il, l'influence prépondérante. Ce qui est certain, c'est que les informations diffusées par le gouvernement sur la liaison entre ce mouvement de masse et la politique dé-

sespérée de la clique militaire japonaise n'est qu'une pure et simple calomnie pour la bonne raison qu'il s'agit d'un véritable mouvement des masses. Quand un million de Saïgonnais chantent « l'Internationale », il est impossible que ni le Mikado, ni le diable lui-même ait pu obtenir un tel résultat. Les manifestants de Saigon, d'Hanoi et d'ailleurs ne représentent rien d'autre que le peuple indochinois lui-même qui se relève. Il est normal que ce peuple qui a donné dans le passé tant de preuves de son héroïsme dans la lutte pour sa liberté choisisse précisément le moment où l'opresseur japonais s'abat sous les coups de ses rivaux d'occidentaux pour se redresser de toute sa taille. Nous voudrions qu'on nous explique quel intérêt d'ailleurs avait la classe dirigeante japonaise à favoriser l'éclatement d'une révolution indochinoise qui pourra servir d'exemple aux masses exploitées du Japon lui-même. Car le mouvement de libération national indochinois exprime depuis sa naissance les intérêts des classes pauvres; le coolie atrocement exploité des villes, le paysan dont le percepteur et l'ouvrier sucent le plus sang. Les partis organisés les plus forts d'Indochine étaient, en 1939, nos camarades indochinois de la IV^e Internationale et les communistes-staliniens. C'est dire que le prolétariat tient la tête du mouvement aujourd'hui comme il la tenait hier. Lors des mouvements qui se succèdent entre les deux guerres, les masses indochinoises révoltées contre la colonisation française, apprennent ce qu'il en coûte de vouloir se libérer. En 1939, dans les bagnes dont le ciel de Poulo-Condor n'est que le plus tristement célèbre, des milliers de combattants de la double lutte pour la liberté de leur pays et pour la révolution sociale expiaient ce crime. Notre camarade Ta-Ta-Thau, leader de la 4^e Internationale, connu dans toute l'Indochine, était torturé par les agents de la sûreté au point d'en être resté paralysé de tout un côté du corps et aveugle. Voilà ce que fut la colonisation française. Il suffit du reste de lire le livre de Madame André Viollis, « Indochine S. O. S. » (1), rédigé à la suite d'un voyage avec la mission Reynaud pour comprendre que les masses de ce pays ne veulent pas plus revoir le régime de la colonisation française qu'elles ne veulent rester opprimées par les Japonais. Toutes les belles promesses n'y feront rien. Ce peuple se battra à mort. Dans cette lutte, aucun travailleur révolutionnaire ne doit dissimuler qu'il soutient complètement la cause

de l'Indochine contre tous les impérialismes, à commencer par l'impérialisme français. A tous les beaux messieurs qui préchent l'union entre l'Indochine et la France, l'aide à l'Indochine, etc., nous disons: commencez par donner la liberté à l'Indochine, le droit intégral à disposer d'elle-même. Vous dites qu'il s'agit d'aider l'Indochine, de la ravitailler. MAIS LES PREMIERS BATEAUX CHARGES D'APPORTER CETTE « AIDE » SONT CHARGES DE TANKS, de canons et de mitrailleuses. Vous parlez de la démocratie pour l'Indochine, mais votre projet d'union indochinoise comporte explicitement: gouvernement d'indochinois et de colons PRESIDE PAR UN REPRESENTANT FRANÇAIS et implicitement, car cela va de soi, l'occupation par l'armée et la gendarmerie. Vous voulez en Indochine récupérer vos mines, vos rizières, vos forêts, vos chemins de fer, vos buildings et vos usines. Vous voulez remettre la main sur cette main-d'œuvre indochinoise, si bon marché parce que si misérable. LIBERTE POUR LES INDOCHINOIS! AIDE DES TRAVAILLEURS DE FRANCE! AIDE ET SOUTIEN ACTIF DES SYNDICATS DU MONDE ENTIER. Une aide sans mitrailleuses et sans chars d'assaut.

50 millions de morts...

(Suite de la première page) marchés, sphères d'influence et domaines coloniaux, qu'il a puissamment étendu après sa victoire de la première guerre impérialiste, justement aux dépens des Etats du deuxième groupe. Et comme ni l'un ni l'autre groupe ne pouvaient plus avancer avec les moyens habituels, alors ils continuent leur politique par d'autres moyens, avec le canon! Voilà tout! Vous avez bien fini par trouver un nouvel argument pour tenter de justifier cette guerre! C'est — dites-vous — une guerre pour dompter les forces hitlériennes, c'est une guerre antifasciste! Le bon sens populaire a déjà répondu à ce bobard (4)! ...A la faveur de la guerre, le gouvernement auquel vous apportez votre soutien total a liquidé les lois sociales et les derniers restes de libertés démocratiques... En agissant ainsi, ce gouvernement se démasque bien comme menant une guerre comme celle qui éclata voici 25 ans et qui nous a coûté en France un million et demi de vie humaines et le double de mutilés, pour les seuls intérêts des capitalistes! Donc, Blum, pas un des arguments en faveur de la guerre actuelle ne tient. Vous voulez tromper les travailleurs comme vous avez déjà fait en août 1914 avec Paul Faure. Vous parlez alors d'une guerre pour le droit, pour la civilisation, pour la démocratie, contre le militarisme. Et nul n'a oublié que jamais le militarisme français et l'impérialisme français n'ont été plus insolents que pendant les années qui suivirent la première guerre impérialiste (5). Vous parlez maintenant d'une guerre antifasciste et jamais le fascisme et la réaction n'ont été si insolents et puissants en France que depuis que fut déclenchée cette nouvelle guerre de brigandage. Et c'est parce que vous êtes pour cette guerre de brigandage capitaliste que vous vous placez, Blum, à la tête de la campagne anti-soviétique, anti-communiste... Vous nous demandez de renier l'Internationale Communiste et de vous suivre sous votre drapeau d'Union Sacrée pour la guerre impérialiste. Ah ça, Monsieur le Ministre, prenez-vous les ouvriers et les paysans pour des imbéciles? ...Nous, Monsieur le Conseiller d'Etat, sommes des communistes et sommes fiers de l'être. D'abord parce que l'Internationale Communiste est la fidèle continuation de la Première Internationale de Marx et d'Engels qui répandit vraiment dans le monde l'internationalisme prolétarien. Et aussi, parce que la III^e Internationale a surgi de l'action héroïque et grandiose des bolcheviks dans leur lutte contre la première guerre impérialiste. Tandis que le 2 août 1914 faisait « crever l'abcès purulent » de votre II^e Internationale — suivant l'expression de Lénine — et la révélait à la classe ouvrière avancée comme un simple assemblage de social-chauvins passés chacun au service de leur propre bourgeoisie impérialiste. En ces jours de guerre, nous sommes fiers et heureux que dans tous les pays du monde capitaliste des centaines de milliers d'adhérents de notre Internationale luttent comme nous, communistes français, contre leurs propres impérialistes fauteurs de guerre et leurs meilleurs valets les sociaux-démocrates de votre espèce, avec une seule pensée, une seule doctrine, celle de Lénine et de Staline. Tandis que votre II^e Internationale dégage une « odeur cadavérique insupportable » — toujours comme écrivait Lénine — son abcès crevé en 1914 l'a rongé au point qu'elle est devenue l'avant-garde contre-révolutionnaire de l'impérialisme, elle n'accepte même plus les partis sociaux-démocratiques que la réaction de leur pays a interdits même s'ils luttent magnifiquement comme celui d'Espagne, par exemple (6). Sûrs que l'avenir est au prolétariat français, sûrs qu'il triomphera dans les temps plus proches peut-être qu'on ne croit, nous sommes fiers d'être du Parti de Lénine et de Staline. Nous sommes fiers que notre glorieux parti communiste mérite une telle haine et une telle répression de la clique impérialiste de France avec ses laquais de votre espèce. Et comme nos maîtres aimés, nous ne cesserons la lutte qu'à la victoire contre notre ennemi qui est chez nous.

AU CONGRÈS SUR LE FRONT OUVRIER

POUR LE RAVITAILLEMENT DES VILLES, CRÉONS, RENFORÇONS LES COMITÉS DE MÉNAGÈRES ET LES COMITÉS DE PAYSANS

Solidarité prolétarienne !

Tous les jours des nouvelles arrivent de l'usage que les patrons font de la main-d'œuvre allemande: débauchages massifs sur les chantiers de reconstruction, menaces de lock-out contre les grévistes. Avec une satisfaction mal contenue leur organe « Le Monde » feint de s'inquiéter des répercussions de cet apport de main-d'œuvre fort appréciée des patrons sur les conditions des travailleurs français. Il faut s'attendre en effet à ce que les capitalistes utilisent la division chauvine entre nationalités, les droits dictatoriaux que leur confère le statut des prisonniers, et le bas niveau de leurs salaires (20 fr. de l'heure dont 10 à l'Etat) pour briser l'action revendicative du prolétariat français. Dès maintenant les exemples ne manquent pas, et le chômage croît. Les chauvins du P. S. et du P. C. F. en entretenant la division entre ouvriers français et allemands rendent un beau service à l'ennemi de classe. Mais déjà les mineurs allemands employés dans les charbonnages belges ont fait grève deux jours pour exiger leur retour chez eux. Le mouvement a été brisé par l'intervention armée. Les prolétaires français, renouant avec l'internationalisme ouvrier dont la « Vérité » n'a jamais cessé d'être le porte-drapeau, soutiendront les revendications des travailleurs allemands: — libre retour dans leurs foyers; — pour ceux qui préfèrent travailler en France, statut du travailleur « libre », salaires et droits égaux; — droit syndical. C'est en imposant ces mesures que nous déjouerons la manœuvre patronale qui menace notre droit au travail et nos salaires.

Solidarité prolétarienne !

M. Pineau fait beaucoup de promesses. Les esprits malentendus prétendent que la proximité des élections n'y est pas étrangère. Mais les promesses ne nourrissent pas. Et le rapport entre promesses et réalité est résumé dans cette courte note de Combat (29 août): VERS LA VENTE LIBRE DU PAIN La ville de Dorat, dans le Puy-de-Dôme, manque de pain depuis vingt-trois jours. Aussi le mécontentement est toujours très vif. Des manifestations ont eu lieu récemment dans tous les coins de France, particulièrement dans les départements méridionaux, dans le Doubs (organisé par l'Union Départementale, de la C.G.T.), à Rennes devant la Préfecture... LES MÉNAGÈRES réagissent vigoureusement, mais avec une efficacité inégale. A Bordeaux et dans sa banlieue, le mécontentement éclata violemment à la suite de l'affichage des prix absolument prohibitifs de la volaille. Au Marché Royal, les volatiles inabordablement furent pâmés, aux Capucins on assista même à un pillage provoqué par l'exaspération des affamés. Au Bouscat les ménagères empêchèrent dans le calme et la discipline la vente de la volaille. A Carnac (Morbihan) l'intervention des ménagères fut parfaitement positive. Elles constataient avec stupeur que, alors que les paysans du lieu livraient du beurre à la réquisition il leur était impossible d'en obtenir contre les tickets. Elles s'emparèrent alors du stock de beurre réquisitionné et le répartirent entre les commerçants qui, à leur tour, le livrèrent aux prix de la taxe et contre tickets. Les ménagères de Carnac ont montré la bonne voie: contrôle vigilant, action méthodique et énergique. Mais pour que cette action se poursuive il faut encore que les ménagères s'organisent sérieusement, qu'elles constituent leurs Comités de ménagères qui s'attachent à CONTROLER toutes les opérations de la répartition. Elles devront, avec l'appui des Comités des Paysans et les Comités de petits Commerçants se substituer à la bande noire des intermédiaires et des agents de contrôle économique qui pourront postuler une retraite

50.000 chômeurs manifestent à New-York

A la suite de la fermeture des usines de guerre, 2 millions de travailleurs américains se sont trouvés sans travail. Ce chiffre grandit encore avant même que la démobilisation n'ait commencée. Après avoir envoyé les travailleurs sur les champs de carnage du monde entier pour assouvir ses besoins de rapines, l'impérialisme yankee est incapable de leur offrir autre chose qu'un chômage plus considérable encore qu'avant la guerre. Les ouvriers français salueront fraternellement le réveil du prolétariat américain qui, deux ans après les grandes grèves des mineurs, renouent le combat contre le capitalisme exploiteur, régime de guerre et de misère. La lutte du prolétariat américain est la nôtre!

50 millions de morts...

André MARTY, député de Paris. En 1939 Marty disait la vérité aux travailleurs de France sur la guerre impérialiste. Aujourd'hui avec le plus grand mépris pour les travailleurs, Marty se dément et prêche l'union avec les capitalistes et avec Daladier. (4) Le tournant suivant de la diplomatie stalinienne, provoqué par l'agression d'Hitler contre l'U.R.S.S. a servi de justification nouvelle à ce bobard. Mais Churchill était-il moins impérialiste que Chamberlain et de Gaulle plus démocrate que Daladier? Alors pourquoi parler d'une guerre démocratique de la part des impérialistes repus? (5) Et pourtant en 1935 en signant le pacte avec Laval, Staline approuvait pleinement le militarisme français. (6) « Il n'y a de bons Allemands que ceux qui sont morts! » hurlait dans « l'Étoile Rouge » le garde blanc Ehrenbourg.